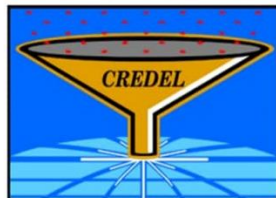


**CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE POUR LE
DEVELOPPEMENT LOCAL (CREDEL)**

“Un monde Inclusif et Résilient”

RAPPORT ANNUEL 2019

CREDEL



*Centre de Recherche
et d'Expertise pour
le Développement
Local*

UN MONDE INCLUSIF ET RESILIENT

***Enregistré sous le N°2005/00621/DEP-ATL-LITT/SG/SGA-
ASSOC du 07/11/2005 publié au JO janv 2006.***

**+ IFU (Identifiant Fiscal Unique): 6201810335663
+ N°CNSS (Sécurité Sociale) : 18659096**

Siège Social : Zogbadjè, Abomey-calavi
BP 1612 Abomey-Calavi
Tél: (00229)21038908 /95 84 90 77/97488784
Email: credelong@yahoo.fr
Site web: www.credelbenin.org

Mars 2020

2. Table des matières i
INTRODUCTION	1
1. PRESENTATION DE L'ORGANISATION.....	1
2. PROJETS ET ACTIVITES EXECUTEES.....	3
2.1. DEVELOPPEMENT D'UNE RESILIENCE INCLUSIVE AUX CLIMATS ET AUX CATASTROPHES AU BENIN (PROJET DERICC-BENIN)	3
2.1.1. Contexte	3
2.1.2. Activités exécutées au cours de l'année	3
2.1.3. Résultats obtenus	10
2.2. PROJET MIEUX COMPRENDRE MIEUX S'ADAPTER (MCMA)	11
2.2.1. Contexte	11
2.2.2. Activités exécutées	12
2.2.3. Résultats obtenus	14
2.3. PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE INTEGRE (PNASI)	15
2.3.1. Contexte	15
2.3.2. Activités exécutées	15
2.3.3. Résultats obtenus	17
2.4. PROJET D'OPERATIONNALISATION DE LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAUX (GIRE) PAR UN SYSTEME DE PAIEMENT POUR SERVICES ECOSYSTEMIQUES (PSE)	19
2.4.1. Contexte.....	19
2.4.2. Activités exécutées	20
2.4.3. Les résultats obtenus.....	22
2.5. CAMPAGNE POUR L'ADOPTION DES METHODES BIOLOGIQUES ET RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT POUR LA PROTECTION DE LA LAGUNE COTIERE DE OUIDAH	23
2.5.1. Contexte.....	23
2.5.2. Activités exécutées	25
2.5.3. Résultats obtenus	26
3. LE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL.....	27
3.1. Développement de partenariat	27
1. Audit des comptes de gestion de l'exercice 2019 :	28
4. PERSPECTIVES	28
CONCLUSION	29

INTRODUCTION

Les exigences du développement durable imposent de susciter et de générer des changements pour promouvoir une stratégie efficace et durable. Ainsi, il est important de maintenir élevé au sein des couches vulnérables, un solide leadership favorisant la création d'initiatives militant en faveur de l'environnement et du bien-être social. Cela implique aussi la nécessité de rechercher, avec l'adhésion profonde de toute la société, des options pertinentes orientées sur le futur pour éviter que les politiques et les programmes ne dégradent davantage l'environnement. De même, les défis induits par l'apparition de nouveaux risques climatiques et environnementaux exigent de développer des programmes de formation, d'information, de recherche et de démonstration pour relever, auprès des populations à la base, la valeur de l'éthique en faveur de l'environnement et du développement durable tel que prescrit les différentes conventions sur l'environnement et le climat.

Au plan social, la paupérisation va grandissante et la notion de développement semble être moins perçue par ces acteurs. L'utilisation de processus, de méthodes et d'outils pertinents pour éviter, réduire ou compenser nos actions néfastes pour l'environnement est donc indispensable. Ce sont les problématiques auxquelles s'attachent l'organisation CREDEL depuis une vingtaine d'années.

Le présent document est le rapport qui rend compte des activités des projets et du développement institutionnel menées par CREDEL au cours de l'année 2019.

Ce rapport est structuré en trois grandes parties : la présentation de l'ONG CREDEL, la présentation des projets et les perspectives.

1. PRESENTATION DE L'ORGANISATION

L'ONG CREDEL est une organisation non gouvernementale de droit béninois créée en novembre 2005. Elle s'investit activement dans la protection et la sauvegarde de l'environnement, l'éducation et la santé communautaire, la gestion des changements climatiques et des risques associés auprès des communautés à la base.

CREDEL veut promouvoir les initiatives de développement intégré et durable au sein des couches sociales vulnérables et l'exprime à travers sa vision : « ***Un monde inclusif et résilient*** ». La stratégie de CREDEL est orientée vers le renforcement des capacités techniques, matérielles, organisationnelles des couches vulnérables pauvres et l'élévation de la conscience environnementale des communautés à la base par i) l'appui à la consolidation de la gestion des programmes de développement ; ii) la participation nationale et internationale aux dialogues sur les politiques et programmes et iii) la génération, le traitement et le partage d'information au bénéfice des couches vulnérables.

La mission principale de l'organisation est de capitaliser et de valoriser les actions de développement durable au sein des couches vulnérables rurales et urbaines pauvres en vue de relever leur bien-être social. En rapport avec sa mission, CREDEL contribue aux changements

des mentalités et comportements des communautés rurales et urbaines pauvres, des institutions publiques et privées dans la conduite des actions de développement. En tant qu'organisation qui s'inscrit dans un processus de recherche-action-formation et coaching, CREDEL explore les voies les plus efficaces de travail avec les communautés pauvres et ses partenaires. Le Plan Stratégique quinquennal en cours (2016-2019) s'articule autour des orientations stratégiques suivantes :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales de développement rural et urbain : cette orientation renvoie notamment au renforcement des capacités techniques des organisations, à l'appui, à l'émergence et la valorisation de pôles de compétence dans les domaines du développement ;
- Renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques des communautés à la base : l'ambition est d'élaborer des projets d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement des capacités des couches vulnérables ;
- Capitaliser et vulgariser les actions de développement durable : il s'agit d'appuyer des processus et cadres innovants de co-production et d'échanges de nouvelles connaissances par la méthode de learning by doing ;
- Assurer un environnement sain à travers la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles et la réduction de la pollution : il s'agit de mettre à la disposition des communautés locales des techniques de production agricole respectueuse de l'environnement et de sensibiliser les ménages urbains sur les questions d'assainissement ;
- Assurer une vigilance particulière sur les questions d'environnement, des risques climatiques, géologiques et du développement durable : au travers de cette orientation, CREDEL a l'ambition de mettre un capital d'informations à la disposition des acteurs, à toutes les échelles, afin de contribuer à rendre le lobbying social plus dynamique ;
- Apporter un appui aux institutions, entreprises nationales et internationales sous forme de services, d'assistance - conseils. Le but est de faire des prestations de service à moindre coût aux différentes structures en se basant sur l'expertise disponible au sein de l'organisation en vue de générer des ressources pour accompagner les différentes activités sociales de l'organisation.

Les domaines d'intervention du Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement (CREDEL) sont la gestion des Changements climatiques et des risques associés, l'Environnement, le Développement local, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement, l'Intermédiation sociale, la Santé communautaire ; l'Education et Eveil social ; la démocratie et la bonne gouvernance. Les questions de genre et de justice sociale sont transversales à toutes les activités de l'organisation.

2. PROJETS ET ACTIVITES EXECUTEES

Les actions exécutées au cours de cette année embrassent tous les domaines du plan stratégique de développement. Elles vont de la promotion de l'éducation inclusive à la résilience des communautés aux changements climatiques avec des campagnes de plaidoyer national et de lobbying international.

2.1. DEVELOPPEMENT D'UNE RESILIENCE INCLUSIVE AUX CLIMATS ET AUX CATASTROPHES AU BENIN (PROJET DERICC-BENIN)

2.1.1. Contexte

Le Bénin est fortement affecté par les Changements Climatiques. La situation est particulièrement difficile pour les femmes, surtout les femmes rurales et périurbaines aux ressources limitées, qui subissent davantage les contrecoups et les répercussions des changements climatiques que les hommes. Outre les femmes, il existe également d'autres groupes vulnérables comme les personnes âgées et les handicapées. Ainsi, les femmes rurales et péri-urbaines paraissent les plus exposés aux effets des changements climatiques et des catastrophes. Cependant, elles ont des capacités techniques dont l'exploitation judicieuse contribuera à accroître le développement économique et social. Pour combler ces lacunes, il est nécessaire de développer une meilleure compréhension des différents acteurs, des outils, une responsabilité politique accrue et des capacités institutionnelles renforcées, à la fois à l'égard de la notion de développement résilient inclusif, et de démarche d'évaluation de la vulnérabilité des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les changements climatiques et de gestion des catastrophes.

Ce projet a été financé par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) basée à Ottawa/Canada pour une durée de trois (juillet 2019-juin 2022).

L'objectif général du projet DERICC-Bénin est de contribuer à un développement durable, inclusif et résilient aux changements climatiques et aux catastrophes par une planification et des actions socialement équitables basées sur la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et groupes vulnérables dans les politiques/plans d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des catastrophes au Bénin.

2.1.2. Activités exécutées au cours de l'année

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet DERICC-Bénin, plusieurs activités ont été effectuées. Il s'agit en général de la mise en place de structures de gestion du projet et du renforcement des capacités de l'équipe projet.

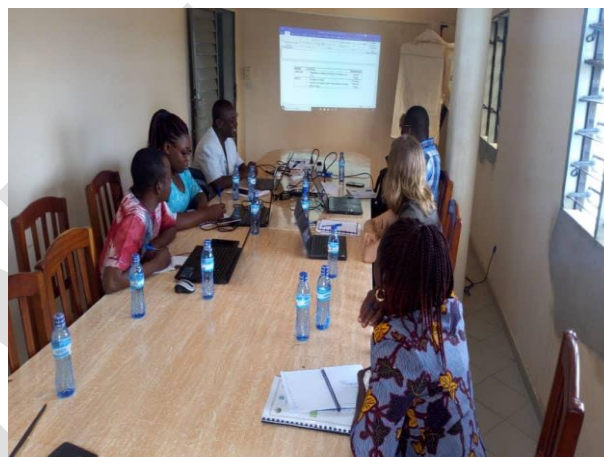
2.1.2.1. Atelier méthodologique du Projet DERICC-Bénin

Cet atelier a réuni, non seulement les membres de l'équipe de projet, ceux du Laboratoire LACEEDE, mais aussi l'administratrice du Projet Mme Heidi Braun.

Le but de cet atelier est de définir la stratégie de mise en œuvre du projet, d'analyser la démarche méthodologique de l'équipe du Laboratoire LACEEDE, chargée de conduire l'étude de référence et d'identifier les groupements bénéficiaires directs.



Une partie de l'équipe du projet avec l'administratrice de programme



Atelier méthodologique du projet DERICC

2.1.2.2. Atelier de formation sur les outils CVCA.2 et les approches Genre Sensible

A la suite de l'atelier méthodologique du Projet DERICC-Bénin, il a été procédé à un atelier de formation sur les outils de l'approche CVCA 2.0 développés par CARE International et les approches Genre sensible de Gender at Work. Cette formation a regroupé les membres de l'équipe du Projet, les membres du Laboratoire LACEEDE, les points focaux des communes bénéficiaires et les Ministères et Agences partenaires du Projet. Elle a eu lieu du 22 au 26 Juillet 2019 dans la commune de Lokossa.



Membres de l'équipe du projet lors de la formation de renforcement de capacités

L'objectif de cette formation est de renforcer les capacités de l'équipe projet sur les outils d'analyse de la Vulnérabilité et de la capacité d'Adaptation (CVCA) ainsi que sur l'intégration du Genre dans les activités du Projet. Elle a été animée par les représentants de CARE



Atelier de formation sur le renforcement de capacités du projet DERICC

International et Gender at Work.

Les outils de l'approche CVCA.2 seront utilisés pour l'analyse des risques climatiques afin de déterminer, de manière participative avec les communautés, les stratégies et options d'adaptation pour établir au niveau communautaire le Plan Communautaire d'Adaptation (PACA). Le volet genre a été ajouté pour une meilleure prise en compte de celle-ci dans la mise en œuvre des activités.

Au terme donc de cet atelier de formation, plusieurs recommandations ont été faites et concernent :

- l'implication de l'équipe des animateurs du projet DERRIC dans la conduite des enquêtes de terrain concernant l'étude de référence et de l'identification des groupements par le LACEEDE ;

- la replanification et la conduite du processus CVCA dans les communautés cibles du projet sur la base des attentes du projet ;

- l'analyse des gaps sur la base des Plans d'Action Communautaire d'Adaptation provisoires issus de la conduite de l'analyse CVCA afin de compléter les stratégies issues de la phase diagnostic en collaboration avec les experts des services techniques dans les divers domaines (agriculture, environnement, élevage, hydraulique, météo etc...) ;

- la restitution et validation des résultats de l'analyse des gaps avec les communautés cibles du projet ;

- la remise de tous les outils utilisés aux communautés et du Plan d'Action Communautaire d'Adaptation (PACA). Ces outils doivent être protégés (avec des scotchs transparents) pour faciliter l'archivage au niveau des communautés ;

- la rédaction des rapports d'étape de l'analyse diagnostique CVCA pour chacune des communautés visitées sur la base du canevas de rapportage remis aux équipes ;



Atelier de formation sur le renforcement de capacités du projet DERICC

➤ la compilation des rapports d'étapes et analyse (par l'équipe des animateurs ou chaque animateur pour sa zone d'intervention) des résultats qui seront issus des enquêtes au niveau de chacune des zones.

La seconde partie de la formation a été consacrée à la journée Gender at Work. Cette journée a permis aux différents participants, de mieux comprendre l'intégration du concept Genre et Inclusion dans les activités du Projet DERICC, de discuter sur les changements ou résultats souhaités à la fin du projet au travers de la matrice analytique et enfin de ressortir les pistes de collaboration entre l'ONG CREDEL (à travers le Projet) et Gender at Work.



Atelier de formation sur le renforcement de capacités/Gender at Work du projet DERICC

Plusieurs propositions ont été aussi faites à l'endroit de l'équipe du projet afin de clôturer cette deuxième partie de la formation sur la Journée Gender at Work. Elles sont entre autres :

- Gender At Work alloue une personne ressource pour chaque équipe de projet mais faute de moyens, le suivi se fera virtuellement (skype, e-mails, etc.) ;
- Gender At Work par le biais de Sylvie Desautels, s'est proposé d'appuyer l'équipe projet dans l'élaboration de la stratégie et le plan d'actions genre et l'inclusion ;
- Gender At Work a fait la proposition de renforcer les capacités de l'équipe projet sur la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'actions ;
- la création de moments de réflexion à la fin de chaque année et faire le bilan ainsi que qu'identifier les perspectives pour une bonne relance des activités du projet pour l'année à suivre.

2.1.2.3. Atelier de lancement du Projet DERICC-Bénin

L'atelier de lancement du Projet « Développement d'une Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin (Projet DERICC-Bénin) » a eu lieu le vendredi 06 septembre 2019, à l'INFOSEC. Quatre temps forts ont marqué cette cérémonie :

- la cérémonie d'ouverture de l'atelier ;
- la présentation du projet ;
- les Débats et discussions ;
- la cérémonie de clôture de l'atelier.



Atelier du lancement du Projet DERICC

Source : Projet DERICC-Bénin/CREDEL, septembre 2019

Au podium, de gauche à droite, le Coordonnateur du projet, le point focal Changements Climatiques du Bénin et le Directeur Général Adjoint de l'ANPC.

Plusieurs structures étatiques, des partenaires au développement, de la recherche scientifique et de la société civile étaient présentes à cet atelier. Ce sont :

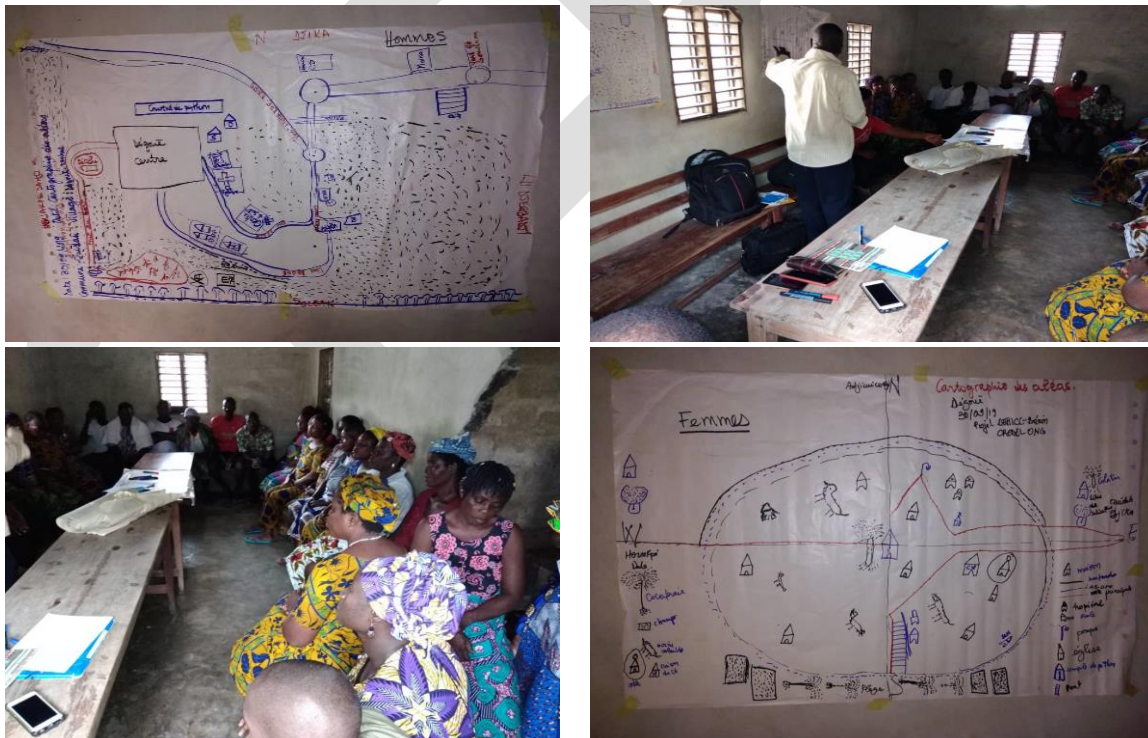
- le représentant de la Coopération Canadienne au Bénin ;
- le Centre Internationale pour le Développement et la Recherche ;
- l'Agence National pour la Protection Civile ;
- la Direction Générale des Risques et Catastrophes de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat (DGEC), Point focal national sur les changements climatiques
- la Météo-Bénin ;
- le laboratoire LACEEDE ;
- le ministère des affaires sociales ;
- les Points focaux des Mairies bénéficiaires du Projet ;
- les acteurs de la Société Civile.

Après les présentations et les échanges, plusieurs recommandations ont été faites à l'endroit des membres du Projet pour une mise en œuvre adéquate des activités en vue de l'atteinte des objectifs. Il s'agit entre de :

- ✓ l'implication des Maires, les élus locaux des villages des groupements bénéficiaires et de quelques institutions comme (DEDRAS-ONG) et d'autres ministères dans la mise en œuvre du projet et de sa réussite ;
- ✓ l'implication des Organisations de la Société Civile (OSC) ayant déjà travaillé sur la thématique pour s'approprier de la méthodologie ;
- ✓ l'implication de la plateforme de GNDR dans le projet ;
- ✓ la collaboration avec Météo-Bénin pour la mise en place d'un cadre de travail ;
- ✓ la mobilisation des savoirs ethno-endogènes des populations locales sur les changements climatiques ;
- ✓ la vulgarisation des résultats du Projet DERICC.

2.1.2.4. Pré-test sur le terrain avec le premier outil CVCA.2 (Cartographie des aléas)

Pour s'assurer du bon déroulement et de la maîtrise des outils du CVCA 2.0 par l'équipe du projet notamment les animateurs du projet, conformément aux recommandations issues de l'atelier de formation, une séance de pré-test a eu lieu avec le groupement TONAGNON dans le village de Dégoué dans l'arrondissement de Djègbadji, commune de Ouidah. Cette séance a permis d'informer les membres du groupement sur l'ONG CREDEL et le projet DERICC. Ensuite le groupement s'est subdivisé en deux : celui des hommes et celui des femmes. Il s'en est donc suivi la réalisation des cartes des ressources et des aléas du village Dégoué.



Séance de Pré-Test à Dégoué

Source : Projet DERICC-Bénin/CREDEL, septembre 2019

Cette simulation/pré-test a été réalisée par l'équipe du projet, accompagné de l'experte Genre. Elle a permis de rassurer les producteurs sur l'effectivité des démarrages du projet DERICC. Aussi elle a permis de voir le comportement des animateurs sur le terrain et de pouvoir leur faire des recommandations pour une meilleure amélioration de leur performance sur le terrain. Il a été noté également la nécessité de renforcement de l'équipe sur quelques outils pour faciliter la collecte et l'analyse de données sur le genre.

2.1.2.5. Séance d'informations sur le projet dans les communes cibles

A la suite de la phase de Pré-Test et de la séance de renforcement de capacités par l'experte genre du projet, une audience au niveau des maires des différentes communes, (respectivement Djougou ; Glazoué ; Ouidah et Savè) de mise en œuvre du projet ont permis de présenter le projet DERICC-Bénin aux autorités communales.



Présentation du Projet DERICC aux différentes autorités des communes d'intervention du projet

Source : Projet DERICC-Bénin/CREDEL, octobre 2019

2.1.2.6. Rencontre avec les différents groupements bénéficiaires identifiés

Plusieurs groupements ont été recensés lors de la phase d'enquête réalisée par l'équipe du Laboratoire LACEEDE. Le rapport préliminaire a permis d'avoir une liste de différents groupements par commune (respectivement Adja-Ouèrè, Ouinhi, Ouidah, Athiémé, Glazoué, Savê, Djougou et Ouaké). Cette liste a servi de support pour les visites afin d'informer ces groupements de la mise en œuvre du projet et pouvoir recueillir des informations sur leur fonctionnement, l'organisation, les lieux et date de rencontre, l'effectif de chaque groupement.



*Rencontre avec les différents groupements
Projet DERICC-Bénin/CREDEL, novembre 2019*

2.1.3. Résultats obtenus

Les principaux résultats atteints au cours de cette année sont :

- renforcement de capacités de l'équipe du projet DERICC-Bénin sur la notion du Genre et sa prise en compte dans les projets/programmes de développement ;
- bonne maîtrise de l'approche CVCA : cette approche développée Care International n'était pas connue du monde des chercheurs au Bénin. Il a fallu sa mise en œuvre par l'équipe du projet

DERICC-Bénin, pour qu'une équipe de chercheurs béninois soit renforcée sur cette approche pour l'utiliser dans le cadre dudit projet. C'est donc pour la première fois que le CVCA sera mise en œuvre au Bénin.

➤ le renforcement de capacités de l'équipe du projet sur les techniques d'animations en milieu réel ;

➤ la meilleure connaissance des principales activités développées par les groupements échantillonnés dans les huit communes d'intervention du projet ;

Concernant le mode de diffusion des résultats, une synthèse des activités menées lors des différents ateliers réalisés (atelier de formation sur les outils de l'approche CVCA, atelier de lancement du projet, etc.) a été présentée à la radio et à la télévision de la Chaîne de Télévision Nationale de l'Office des Radio et Télévision du Bénin (ORTB), la presse écrite nationale et diffusés également via les réseaux sociaux.

Le site web de l'ONG CREDEL (www.credelbenin.org) a servi à la diffusion des résultats du projet DERICC-Bénin.

2.2. PROJET MIEUX COMPRENDRE MIEUX S'ADAPTER (MCMA)

2.2.1. Contexte

À l'instar du continent africain, le Bénin est fortement affecté par les Changements climatiques (CC) qui s'y caractérisent, entre autres, par les problématiques suivantes : importantes variations des précipitations ; concentrations intenses de pluie sur une courte période ; interruption ou déficit pluviométrique lors de la grande saison des pluies ; hausse des températures moyennes ; hausse des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations ; vents violents ; sécheresse et chaleur extrême ; ainsi qu'une élévation du niveau de la mer. Ces CC sont associés à des impacts particulièrement négatifs sur l'agriculture du pays : bouleversement du calendrier agricole ; baisse des rendements agricoles ; perte de récolte ; baisse de la fertilité des sols ; dommages aux cultures ; appauvrissement et érosion des sols ; invasions plus fréquentes d'insectes nuisibles (sauterelles, mouches blanches) ; et conséquemment, une augmentation des coûts de production (FAO, 2017. APVC, Oxfam, 2018).

À Dangbo, comme à Ouidah, les terres cultivables souffrent de dégradation et d'épuisement dus, notamment, aux mauvaises pratiques culturelles telles que l'agriculture sur brûlis. Les aléas du climat les plus importants dans la région d'intervention, et cela, en termes de fréquence, d'intensité et de probabilité sont, en ordre d'importance, les inondations, la variation dans le régime pluviométrique, la sécheresse et l'augmentation de la température (Plan de contingence communal [PCC] Dangbo et PCC Ouidah, Oxfam, 2018). Face à ces aléas, les producteurs sont amenés à développer des stratégies pour s'adapter et maintenir leur production.

L'objectif de ce projet est le renforcement de la résilience des agriculteurs / agricultrices des Communes de Ouidah et de Dangbo face aux changements climatiques. Il s'agit de contribuer à une meilleure adaptation des populations et acteurs locaux aux changements climatiques (CC) par l'amélioration de certaines pratiques agricoles des agricultrices et agriculteurs et la

contribution, avec les acteurs locaux dont les autorités communales, départementales et nationales, à une meilleure planification des mesures pour l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des risques climatiques afin de minimiser les impacts des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables, particulièrement les femmes rurales.

De façon spécifique le projet compte :

- Améliorer les pratiques agricoles des agricultrices et agriculteurs afin de favoriser leur adaptation aux changements climatiques présents et futurs dans les communes de Dangbo et de Ouidah
- Accroître l'efficacité des acteurs locaux, incluant les autorités communales, départementales et nationales, pour l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des risques climatiques dans le Sud du Bénin.
- Réduire la vulnérabilité des agriculteurs-trices face aux changements climatiques, en installant sur leurs exploitations agricoles des paquets technologiques d'adaptation et de résilience

Le projet a été financé par le Ministère Canadien du Développement Durable à travers le Programme de Coopération Climatique Internationale. Il est mis en œuvre en consortium avec l'ONG IDID sous le lead de OXFAM QUEBEC. La durée de ce projet est de 2 ans (24 mois).

2.2.2. Activités exécutées

Au démarrage de la mise en œuvre du projet au cours de l'année 2019, plusieurs activités ont été programmées et exécutées.

2.2.2.1. Analyse Participative des Risques et de Vulnérabilités



Atelier d'Analyse Participative des Risques et Vulnérabilités

L'objectif général de cette activité est de renforcer les capacités des membres des instances communales, départementales et nationales sur les CC et de définir de façon participative avec les agriculteurs et acteurs locaux, les risques et les impacts des CC, prioritairement sur les filières ciblées par le projet et d'identifier les stratégies d'adaptation liées à ces risques.

2.2.2.2. Séances de sensibilisation des agriculteurs-trices sur la base des résultats APRV

Les résultats de l'Atelier d'Analyse Participative des Risques et Vulnérabilités (APVR) ont permis de mener trois séries de sensibilisation auprès des agriculteurs bénéficiaires du projet dans trois arrondissements (Houakpè-Daho, Gakpé, Savi). Les agriculteurs ont été sensibilisés sur la gestion efficace des risques et les impacts des changements climatiques et sur les stratégies d'adaptation qu'ils doivent adopter pour une agriculture plus résiliente.



Séance de sensibilisation avec les maraîchers

2.2.2.3. Etude filière

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet il a été réalisé une étude de genre et de vulnérabilités climatiques de quatre (04) filières dans les communes de Ouidah et de Dangbo.

L'objectif est de réaliser une étude filières qui intègrent une analyse de la vulnérabilité climatique, une analyse de genre et de pouvoir, une analyse de vulnérabilité différentielle des femmes ainsi que des pistes de solutions et recommandations en termes de préparation et d'adaptation aux changements climatiques ainsi qu'en matière d'équité et d'inclusion des femmes pour chaque filière agricole (maïs, manioc, riz et maraîchage).

Les résultats de cette étude ont pour but d'alimenter les livrets et les boîtes à images de bonnes pratiques et modèles agricoles d'adaptation ainsi que des paquets technologiques d'adaptation qui seront réalisés et vulgarisés auprès des agriculteurs-trices au cours de la mise en œuvre du projet.

Sessions du comité de gestion du projet

Des sessions de réunions mensuelles de l'équipe projet (CREDEL, IDID et OXFAM) ont eu lieu afin de faire le suivi du projet. Ces réunions permettent de faire le point des activités réalisées, des difficultés et approches de solutions ainsi que la planification des activités du mois suivant.



Réunion du comité de l'équipe de projet à Oxfam Bénin

2.2.3. Résultats obtenus

Au nombre des résultats liés aux activités menés, on peut citer :

En ce qui concerne les APRV :

- Le renforcement du niveau de connaissance des bénéficiaires sur les changements climatiques, les stratégies d'adaptation et de gestion des risques climatiques ;
- Une liste exhaustive des risques, les impacts des changements climatiques et la vulnérabilité des filières maïs, riz, manioc et cultures maraîchères a été élaborée ;
- Les méthodes et moyens d'adaptation des filières retenus aux CC ont été définies ;
- La définition des critères provisoires de sélection des exploitations agricoles modèles et participantes a été effectuée.

En ce qui concerne les séances de sensibilisation

- Trois séances de sensibilisation sur la base des résultats issus du rapport APRV ont été menées auprès de 60 agriculteurs-trices de trois différentes filières (maïs, manioc, culture maraîchère)
- Les stratégies d'adaptation des agriculteurs-trices face aux changements climatiques sont connues

En ce qui concerne l'étude filière

- L'étude a été réalisée et le rapport d'étude validé ;
- La vulnérabilité de chaque filière face aux changements climatiques selon leur phénotype et les stratégies d'adaptation sont connues ;
- Un atelier de restitution des résultats de l'étude réunissant les agriculteurs-trices et acteurs locaux a été réalisé

Autres

- Trois séries de formation ont permis de renforcer les connaissances de l'équipe projet MCMA sur la gestion administrative et financière et la politique d'Oxfam en matière de fraude et corruption
- Six réunions du comité de gestion ont eu lieu

Au nombre des difficultés nous pouvons citer :

- Les femmes ne sont pas propriétaire de terre agricole. Ce qui n'a pas permis au projet d'atteindre 60 % de femmes agricultrices comme bénéficiaire directe dans la commune de Ouidah ;
- l'analphabétisme de certains agriculteurs-trices qui ne favorise pas une rapide compréhension des sujets abordés parfois avec eux.

2.3. PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE INTEGRE (PNASI)

2.3.1. Contexte

Afin d'accroître le taux de scolarisation des enfants en milieux ruraux et leurs permettre d'exceller dans les études, le gouvernement a inséré un volet social important dans son programme d'action à travers la mise en œuvre du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI). Ce programme, non seulement permet de maintenir les enfants dans le système éducatif mais également de lutter contre la faim. Permet-il aussi aux enfants d'être toujours en bonne santé et contribue-t-il par ailleurs à réduire l'écart de scolarisation qui existe entre les filles et les garçons. La mise en œuvre de cet important programme a été confiée au PAM fort de son expertise dans le domaine. Ce dernier a contractualisé avec les ONG dont CREDEL (depuis la rentrée scolaire 2018-2019) qui ont reçu la mission de faire le suivi de la gestion des cantines scolaires et l'intermédiation communautaire au niveau des communautés des écoles bénéficiaires des cantines. C'est suivant ces deux volets que l'ONG CREDEL a reçu une fois encore mandat d'intervenir de septembre à fin décembre 2019 dans 325 écoles dans le département des Collines puis de janvier à juillet 2020 dans 268 écoles avec une équipe de départ de 33 animateurs, 06 superviseurs et d'un chargé de programme.

Les principaux objectifs du PNASI sont :

A court terme

- Accroître le taux de scolarisation
- Réduire les disparités de scolarisation entre Filles et garçons.
- Encourager la rétention scolaire.
- Améliorer l'assiduité et les résultats scolaires
- Promouvoir la participation effective des collectivités locales et des parents à la contribution des activités liées à la scolarisation.

A long terme

- Contribuer à la réalisation des ODD.
- Améliorer le statut nutritionnel des enfants.
- Lutter contre l'insécurité alimentaire.
- Promouvoir le développement de l'agriculture locale.
- Améliorer la situation socio-économique des ménages en milieu rural et lutter contre la pauvreté.
- Créer et renforcer le cadre multisectoriel autour des activités scolaires.

2.3.2. Activités exécutées

Les principales activités sont : L'intermédiation communautaire et le suivi de la gestion des cantines scolaires dans les écoles bénéficiaires.

2.3.2.1.L'intermédiation communautaire

Dans le but d'intégrer toutes les communautés et élus locaux dans le fonctionnement des cantines PNASI, plusieurs rencontres avec les autorités communales et départementales ont été faites. Au niveau communal, les six maires des six communes du département des collines ont été rencontrés. Au niveau départemental, le directeur départemental des enseignements maternel et primaire (DDEMP), les chefs de région pédagogique (CRP), le chef service d'alimentation scolaire (CSAS), le directeur départemental de la santé (DDS), ont été également rencontrés. Tous ont été informés sur le PNASI. Outre ces différentes rencontres, des séances de sensibilisations ont eu lieu à l'endroit des élus locaux et de la communauté. Les échanges avec la communauté portaient sur le mode de fonctionnement des cantines PNASI, l'importance des jardins et champs scolaires en vue de la pérennisation des cantines scolaires et sur l'importance de leur contribution en nature et en espèce.

Les descentes du Programme Assistant, du Représentant Résident du PAM et de son adjoint et celles du DE de CREDEL ONG ont contribué en grande partie à la sensibilisation des autorités et à la résolution de quelques situations du terrain.

2.3.2.2.Le suivi de la gestion et du fonctionnement des cantines

Dès les premiers jours d'ouverture des classes, l'activité de vannage des anciens stocks a été organisée dans toutes les écoles disposant de stock à la fin de l'année précédente. Le nettoyage des magasins et le reconditionnement des vivres ont occupé les premiers jours d'intervention des agents sur le terrain. Le démarrage effectif de la cuisson dans toutes les écoles surtout dans les écoles complémentaires (55 au total) a été un défi bien relevé. La mise en place des premières dotations dans les écoles a été facilitée par le dynamisme des animateurs et superviseurs malgré l'accès très difficile à la plupart des écoles dans le mois de septembre.

Le suivi dans les écoles a été rigoureux avec les contrôles réguliers des documents de gestion, le suivi des prélèvements hebdomadaires et journaliers, les comptages physiques des écoliers et l'inventaire périodique des stocks. Il faut noter que le recyclage et la formation des directeurs et maitres chargés de la cantine sont faits de façon continue et sans relâche.

Cette présence permanente de l'équipe d'intervention a permis de constater des cas d'avaries de vivres et d'anticiper sur les cas de rupture de stocks afin de procéder à des réallocations de vivres des écoles ayant des surplus de vivres vers des écoles qui sont en manque de vivres. Ce fait a permis d'avoir un nombre de jours de cuisson très proche du nombre de jours d'ouverture des classes. Cette présence a permis également de veiller sur le respect des rations dans les écoles puis à l'instauration de la bonne hygiène à travers la mise à disposition de toutes les cuisinières des tabliers et foulards ainsi qu'à l'installation des DLM dans toutes les écoles. Le nettoyage des cuisines et ses alentours est régulier et la mise au propre des couverts et ustensiles après leurs utilisations.

2.3.3. Résultats obtenus

Pour le compte de la période, 177 AG et 365 séances de sensibilisation ont été organisées, 77 séances de reddition de compte ont été organisées, 264 CGCSI ont été redynamisés. Des séances ont été tenues avec 309 CGCSI sur les stratégies à mettre en place pour augmenter la participation communautaire et résoudre le problème de rémunération des cuisinières. Parmi ces stratégies, on peut noter la sensibilisation porte à porte et la collecte de vivres pour la vente. Elles ont été pour la plupart faites lors des Assemblées Générales.

Les 06 maires du département ont été rencontrés, le DDEMP, le CSAS, le Représentant du Préfet des collines, les 3 CRP ont été rencontrés à plusieurs reprises dans le cadre de la mise en œuvre du PNASI. Plus de 286 Chefs Villages, 348 Chefs Quartiers, 39 Chefs d'Arrondissement et plus de 550 leaders d'opinion ont été rencontrés et sensibilisés. Des sensibilisations porte à porte et de masse ont été organisées dans le but d'atteindre un plus grand nombre de la population. Les descentes du DE et du PA ont renforcé l'équipe terrain dans la résolution des difficultés qui se sont posées. La crise après le vol de vivres à GOBE QUARTIER A en est un exemple.



Assemblée Générale de sensibilisation à Gobé/Savè, janvier



Jardin scolaire à EPP WOO -OTAA, décembre 2019

Les résultats de ces sensibilisations ont abouti à la mise en place de 127 jardins scolaires dans 127 écoles dont 51 déjà fonctionnels et produisant de la tomate, des légumes, du piment et du crincrin pour la cuisine. Les produits issus des jardins scolaires contribuent en grande partie au

fonctionnement de la cantine dans les écoles où les jardins sont fonctionnels (51 au total).
Tomate : 1539kg, piment : 186kg, légumes, crinclin, gombo et autres sont récoltés dans ces jardins pour accompagner la cantine. Plus 181 foyers améliorés et 82 étagères puis une murette ont été construits, 540 DLM sont réalisés et 17 cuisines cimentées.

Tableau1 : Mise en place des infrastructures dédiées à la cantine

Nombre de nouvelles cuisines construites	Nombre de murettes	Nombre de foyers améliorés	Nombre d'étagères réalisées	Réalisation de la terrasse de la cuisine ou du magasin	Nombre de portillons réalisés	DLM modernes réalisés	Nombre de magasins réalisés	Nombre de palettes réalisées
48	63	181	82	17	7	540	0	27

Source : Données CREDEL ONG, Décembre 2019

Dans le département des collines 167 cuisines respectent les normes sur 321. Soit un pourcentage de 52,02 %. La réalisation de cuisines appropriées reste un véritable défi à relever.



Promotion du lavage des mains, avec DLM EPP ADJIDJEDO



Photo 4 : Construction d'une cuisine à EPP/Thio

Volet suivi de la gestion et du fonctionnement des cantines

Les visites des écoles par les animateurs et superviseurs sont régulières. De septembre à Décembre, nous avons enregistré 5131 visites soit au moins une visite par école par semaine. Cette fréquence de visite a permis de suivre rigoureusement les prélèvements, le respect des rations, le contrôle de l'hygiène dans les magasins et dans les cuisines.

Dans la période de septembre à décembre, 320 magasins ont été nettoyés régulièrement et les vivres de ces magasins sont arrimés et étiquetés.

Le suivi du fonctionnement de la cantine et des agents de terrain a été fait aussi par le PAM et la CPSFESU. Le département des collines a reçu deux descentes de la Cellule Présidentielle. Aucun constat majeur de dysfonctionnement n'a été fait.

Les quelques difficultés dans l'exécution des programmes sont :

- La transhumance des bêtes qui empêche l'installation des jardins et champs ;
- L'inhabitation de certains Directeurs au sein des communautés ;
- Le manque de source d'eau dans les écoles (Les écoles qui ont une AEV continuent de payer les factures d'eau chères) ;
- L'insécurité entraînant l'arrêt de certaines écoles.

2.4. PROJET D'OPERATIONNALISATION DE LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAUX (GIRE) PAR UN SYSTEME DE PAIEMENT POUR SERVICES ECOSYSTEMIQUES (PSE)

2.4.1. Contexte

Les ressources en eau sont l'une des ressources les plus impactées par les changements climatiques au sud du Sahara. Au Bénin, les inondations (et en particulier les inondations extrêmes de 2010) sont identifiées comme un enjeu important dans le Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE), dont l'objectif général est d'« optimiser le bien-être économique et social des populations de manière équitable et sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux ». Les actions du projet s'intègrent dans l'Objectif Stratégique (OS) 3 de la 2^{ème} phase du PANGIRE à travers l'opérationnalisation au niveau communautaire du cadre de gestion intégrée des ressources en eau et la promotion de la valorisation de l'eau dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouerne (BMVO).

Dans l'ensemble hydrographique de la BMVO, les inondations reposent sur un lien causal entre l'Amont (où les eaux de pluie ne sont pas infiltrées et ruissellent vers le fleuve) et l'Aval (qui ne peut évacuer rapidement les eaux du fleuve à cause du cordon littoral fermant le lac au Sud, sur lequel s'est développé Cotonou). D'où la nécessité de limiter le ruissellement en amont. C'est sur ce qui fonde les actions menées dans le cadre du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE.

Le projet a été financé par les Fonds Acteurs Non Etatiques des Pays-Bas sous l'égide de la SNV. Il est mis en œuvre en consortium avec Africa Green Corporation sous le lead du Centre

International pour le Développement et la Recherche (CIDR)-France. Sa durée de 30 mois (Janvier 2019- juin 2021).

L'objectif global du projet « Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) par un Système de Paiement pour Services Ecosystémiques (PSE) dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé (OmiDelta ANE GIRE-PSE) est de contribuer à ce que les populations pauvres et vulnérables vivant dans le Delta de l'Ouémé bénéficient de la mise en œuvre de la GIRE.

Spécifiquement, il s'agira pour le projet de contribuer à la réduction des effets des inondations grâce à la mise en place d'un mécanisme GIRE-PSE dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé (BMVO). Pour ce faire, trois résultats majeurs sont attendus :

Résultat 1 : le concept GIRE est connu et mis en œuvre par les populations.

Résultat 2 : des mesures de régulation du flux hydrique du fleuve sont mises en place par les populations.

Résultat 3 : la gouvernance GIRE est renforcée dans les communautés de la zone d'intervention.

2.4.2. Activités exécutées

Pour obtenir ces résultats projetés, CREDEL-ONG a mis en œuvre un package d'activité dont la synthèse par résultat.

2.4.2.1. Sensibilisation sur la GIRE

C'est la quintessence des activités menées au cours de la 1^{ère} année de mise en œuvre du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE dont l'objectif est de faire connaître la GIRE aux populations afin qu'elles la mettent en œuvre. Pour y arriver, un plan de sensibilisation comportant les thématiques, les groupes cibles, les outils, les modes de diffusion et un planning de sensibilisation a été élaboré. Ceci a permis de préparer et de conduire avec succès quatre séances de sensibilisation des relais communautaires sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Ces séances de sensibilisation qui se sont déroulées de façon trimestrielle sont ensuite restituées aux groupes organisés en présence des animateurs selon leurs disponibilités



Afin de pouvoir élargir l'éventail des personnes sensibilisées, des émissions radiophoniques ont été aussi organisées sur quatre radios partenaires de notre zone d'intervention (radio Adja-Ouèrè, radio Tonassé de Covè, radio Tonignon de Zogbodomey et radio la voix de la Lama d'Allada). Les journalistes de ces différentes radios ainsi que ceux de quatre autres radios (radio la voix de la Vallée d'Adjohoun, radio Soleil FM de Djéffa, radio Sèdohoun d'Agbotagon et radio carrefour de Bohicon) ont été préalablement renforcés sur les notions de la GIRE.

Toujours dans la vague des actions de sensibilisation grands publics, le projet a aussi réalisé la 1^{ère} vidéo didactique sur les menaces des ressources en eau de la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé qui sera très prochainement projetée dans certains villages de notre zone d'intervention.

La seconde vague d'activités mise en œuvre par le projet au cours de cette 1^{ère} année et qui vise à faire connaître la GIRE aux populations s'est concentrée sur les actions d'émulation. Dans cette lancée, la cartographie participative des ressources en eau des six communes d'intervention a été réalisée.



Validation de la carte des ressources en eau de l'arrondissement de Sèhouè. Commune de

Pour y arriver, il y a eu la planification des activités, la formation des acteurs concernés sur le processus et l'élaboration avec les groupes organisés de la carte thématique croquis de leur commune. Une géolocalisation des éléments hydrologiques importants (mare, zone humide, conflits, zones érodées etc.) a été faite avec les groupes organisés, les cartes croquis ont été numérisées et ont fait l'objet de validation pour chaque arrondissement. Et enfin, il y a eu l'élaboration et la validation des cartes au niveau communal. Plusieurs catégories de jeux ont été aussi mis à contribution pour véhiculer les messages sur la GIRE. Ainsi, un jeu (« jeu de l'eau ou 7 familles ») a été élaboré puis testé avec les animateurs et réalisé avec des jeunes sur le terrain. En parallèle, des jeux radiophoniques sont organisés sur les radios communautaires partenaires et des cadeaux sont offerts aux gagnants de façon continue. Signalons également qu'un jeu concours sur la GIRE a été également organisé au profit des communes de Zè, Toffo et Zogbodomé où les meilleurs ambassadeurs/ambassadrices de la GIRE ont été primés.



Sensibilisation des relais communautaires de l'arrondissement d'Avlamè sur la GIRE



L'ambassadrice intercommunale GIRE 2019 en train de recevoir son lot

2.4.2.2. Mesures de régulation du flux hydrique du fleuve et gouvernance GIRE

Au nombre des activités réalisées et qui rentrent en ligne de compte pour les résultats 2 et 3, il faudra retenir la réalisation de l'étude d'impact de la filière sable en vue de déterminer les actions concrètes à mener dans une perspective d'amélioration et de structuration de la filière. Aussi, les communautés dans une logique de responsabilisation ont été renforcées sur les techniques de Conservation des Eaux et du Sol. Ceci a suscité une prise de conscience au niveau de la plupart des communautés qui commence par appliquer de façon volontaire certaines notions acquises en attendant l'appui du projet pour concrétiser les micro-actions GIRE de proximité.



Réalisation de cordons pierreux par les groupes organisés de Ouinhi



Reboisement des berges du Lac Hlan par le Maire et le RCPN de Zogbodomey

Enfin, le CREDEL a facilité un certain nombre d'activités conduites par ses partenaires Green SA et CIDR à travers la mobilisation des acteurs, la facilitation/organisation de certaines réunions et l'appui de proximité pour la réalisation d'actions ponctuelles (mobilisations des communautés du village Hon dans la commune de Zogbodomey pour les activités de reboisement des berges du lac Hlan, la facilitation de la collecte des données dans le cadre de la conduite de l'étude hydrologique et de la restitution de ses résultats, la collecte des données pour la détermination des audiences des radios communautaires partenaires du projet, la facilitation de la réalisation de l'étude d'impact environnementale du projet etc.).

2.4.3. Les résultats obtenus.

La mise en œuvre de ces différentes activités au cours de la première année d'exécution du projet, ont permis d'obtenir les résultats suivants :

- 468 relais communautaires ont été sensibilisés sur 4 différentes thématiques de la GIRE. Ce qui a permis d'atteindre environ 3500 membres des groupes organisés ;
- 432 personnes dont 188 femmes maîtrisent les différentes techniques de Conservation des Eaux et des Sols et une vingtaine de groupes organisés les mettent spontanément en application en attendant l'appui financier du projet ;

- 20 hectares des berges du lac Hlan sont reboisés dans le village de Hon, arrondissement de Massi, Commune de Zogbodomé ;
- Les journalistes des radios Adja-Ouèrè, Tonassé de covè, Tonignon de Zogbodomé et La voix de la Lama d'Allada maîtrisent le concept de la GIRE et le met à profit pour bien sensibiliser leurs auditeurs ;
- Une vidéo didactique est réalisée et les dispositions sont en cours pour sa projection au niveau des villages ;
- La quasi-totalité des ressources en eau des 39 arrondissements ont été cartographiées. 39 cartes de ressources en eau au niveau arrondissement et 06 cartes de ressources en eau au niveau communal sont disponibles ;
- Au moins 200 jeunes ont été sensibilisés sur la GIRE à travers les jeux de carte et environ 96 lauréats ont été primés dans le cadre des jeux radiophoniques sur la GIRE ;

Plus 1000 apprenants ont été sensibilisés sur la GIRE dans les Collèges d'Enseignement Général et 09 Ambassadeurs/ambassadrices GIRE ont été identifiés et primés ;

Durant la mise en œuvre du projet ANE GIRE-PSE, quelques difficultés ont jalonné notre parcours. Au nombre de ces difficultés, on peut retenir :

- La difficulté d'accès aux différentes ressources en eau en temps de pluie et de crue lors de la réalisation du géo-référencement des ressources en eau. Il faudra véritablement tenir compte de la période avant de programmer de telles activités les fois à venir.
- La difficulté de pouvoir afficher toutes les ressources en eau recensées dans chaque commune sur la carte communale. Ce qui nous obligea à choisir les ressources importantes à représenter.
- La difficulté d'avoir les mêmes relais communautaires lors des séances trimestrielles de sensibilisation. En effets, par souci de jalousie ou par besoin d'argent, certains groupes organisés n'acceptent pas que les mêmes individus les représentent à chaque fois pour toutes les sensibilisations.

La difficulté liée à l'obtention d'autorisation de la part de certains directeurs d'établissement pour l'organisation des séances de sensibilisation et de jeux concours au profit de leurs apprenants.

2.5. CAMPAGNE POUR L'ADOPTION DES METHODES BIOLOGIQUES ET RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT POUR LA PROTECTION DE LA LAGUNE COTIERE DE OUIDAH

2.5.1. Contexte

La lagune côtière de Ouidah est située dans la commune de Ouidah au Sud du Bénin. Elle est alimentée par les eaux continentales en amont et en aval et les eaux marines et s'étend sur une

superficie de 4000 hectares. Elle regorge plusieurs espèces à savoir les poissons, les crevettes, les différentes espèces de tortues, les huîtres et les mangroves.

Autour de la lagune, se trouvent plusieurs villages. Plusieurs activités sont menées dans ces villages dont principalement l'agriculture, la pêche et l'exploitation des ressources de la lagune pour différentes activités économiques. De nos jours, on assiste de plus en plus à une pollution de la lagune par les déchets issus des différentes activités anthropiques. Actuellement les producteurs des villages environnant autour du site utilisent pour la protection des cultures des intrants non adaptés ou parfois de mauvaise qualité. Ce qui conduit à une surdose de ces intrants pour permettre leur efficacité. Selon les enquêtes effectuées par Atidéglà et *al* (2010) au Bénin, plus de 60% des producteurs appliquent la fumure au moins quatre fois au cours du cycle végétatif des cultures avec des doses (1000-3000 kg/ha-1 de NPK et 2500-5000 kg/ha-1 d'urée) supérieures à celles recommandées par les services techniques. Une partie des composés chimiques utilisés contre les nuisibles se retrouvent dans les eaux par le biais des eaux de ruissellement. Ce qui affecte la flore et la faune aquatique (poissons, crustacées,). Il est donc judicieux d'adopter des bonnes pratiques d'utilisation des pesticides pour limiter la présence des résidus de pesticides dans ce plan d'eau.

Cette campagne dénommée **Campagne pour l'adoption des méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement pour la protection de la lagune côtière de Ouidah** a pour but la sensibilisation des producteurs sur les risques liés aux différentes utilisations chimiques et les amener à un changement de comportement en les faisant adopter massivement les méthodes respectueuses de l'environnement en agriculture.

La campagne est financée par l'Organisation ACED en consortium avec Rare et le Gouvernement allemand.

Cette campagne est subdivisée en deux grandes parties : une partie consacrée à la recherche dont les résultats aboutiront à un plan de campagne permettant une meilleure sensibilisation du public ciblé. La deuxième partie est la campagne proprement dite.

Ce présent rapport détaille les activités menées et les différents résultats obtenus lors de la première année.

L'objectif général de la campagne est de sensibiliser les populations riveraines sur les effets néfastes de l'utilisation des intrants chimiques en Agriculture et faciliter l'adoption de l'Agriculture Biologique plusieurs villages riverains de Ouidah.

Spécifiquement, il s'agit de :

- Réaliser une étude quantitative et qualitative pour déterminer le niveau de connaissances et de pratiques des différentes méthodes respectueuses de l'environnement dans le domaine de l'Agriculture ;
- Elaborer un plan de campagne pour faciliter l'adoption des méthodes respectueuses de l'environnement dans le domaine de l'Agriculture

- Animer des sessions de formation théorique et pratique destinées en Agriculture Biologique.

2.5.2. Activités exécutées

Plusieurs activités ont été menées lors de la première phase de la campagne.

2.5.2.1. La visite d'information

Cette visite a permis d'informer les autorités locales et les personnes ressources sur la mise en œuvre effective de la campagne pour la protection de la lagune de Ouidah. Elle a permis de mieux connaître les villages et de préparer les enquêtes qualitatives et quantitatives, afin de faciliter la collecte de données aux agents ; Cette visite a également contribué à valider une liste complète des villages agricoles pour la mise en œuvre de la campagne, certains villages étant des villages dont l'activité principale est la pêche suivie de petits commerces.



Enquête auprès des producteurs / Campagne de sensibilisation

2.5.2.2. La recherche qualitative

Plusieurs interviews ont été faites à l'aide d'un guide d'entretien auprès des personnes ressources des localités. Au total 16 personnes constituant les personnes ressources des différentes localités ont été interviewées.



Enquête auprès des producteurs / Campagne de sensibilisation

C'est la dernière phase de la première partie de la campagne, elle a permis de réaliser des enquêtes auprès de 350 producteurs répartis dans plusieurs villages que sont Kouvénanfidé, Dégoué, Djègbadji dans l'arrondissement de Djègbadji, Towinou, Houakpè Daho dans l'arrondissement de Houakpè Daho, Ahouandji, Avlékété Centre ; Agbazinkpota, Hio Houta et Adouanko dans l'arrondissement d'Avlékété. Cette phase a permis d'aller au contact des personnes ciblées pour le changement de comportement à savoir les agriculteurs et pouvoir recueillir des informations pour faciliter la mise en œuvre de la campagne.



Enquête auprès des producteurs / Campagne de sensibilisation

2.5.3. Résultats obtenus

L'analyse des données issues de la collecte des données a permis de mieux segmenter le public cible. Les intrants chimiques sont utilisés par les producteurs spécifiquement les maraîchers qui sont les agriculteurs que l'on retrouve de part et d'autre de la lagune. Les cultures maraîchères sont les cultures que l'on retrouve dans ces localités. Pour les populations, les nouveaux comportements à promouvoir par la campagne serait d'un avantage pour la santé humaine et animale. Également les terres déjà épuisées ont besoin d'être refertilisée pour faciliter le travail agricole. Mais l'esprit de concurrence et la recherche d'un bien-être social ne permettent pas de laisser totalement les intrants chimiques à fort rendement pour des méthodes à rendement faible ou moyen selon leurs perceptions.

Les résultats issus de l'analyse des données ont permis d'aboutir à un plan de campagne visant l'adoption massive de l'agriculture biologique dans le but de conserver les espèces de la flore et de la faune dans la lagune et autour de la lagune. La campagne sera basée une sensibilisation massive à travers des vidéos dans des contextes africains des effets néfastes de l'utilisation des intrants chimiques. Aussi, les avantages de l'Agriculture Biologique seront mis en avant à savoir la conservation des espèces de la lagune et des terres agricoles, la protection de l'environnement et le maintien de la santé.

Cette campagne se fera à travers des formations regroupées par arrondissements et des sensibilisations lors des réunions communautaires ainsi qu'une expérimentation pratique dans chaque arrondissement. Des fiches techniques seront élaborées pour relater les itinéraires techniques d'un système biologique à base de matériaux locaux. Cela servira de visuel pour faciliter l'adoption de ce système. Les formations pratiques permettront aux populations de voir plusieurs processus tel le compost et autres techniques biologiques de conservation des sols. Les leaders des différents milieux seront responsabilisés pour le suivi de la campagne.

Les activités menées ont permis d'identifier les raisons qui poussent les agriculteurs à utiliser abusivement les intrants chimiques. Il s'agit du :

- ✚ Manque de main d'œuvre : le manque de main d'œuvre ne permet pas facilement d'utiliser les intrants biologiques qui prennent selon les propos recueillis du temps et de la patience. Selon leur perception, les intrants chimiques ont une efficacité rapide ;
- ✚ Le manque de terre : le manque de terre empêche les producteurs de pouvoir pratiquer la jachère ou la friche pour faciliter la restauration de la terre et éviter l'utilisation et le surdosage des intrants chimiques ;
- ✚ L'inaccessibilité/cherté des intrants biologiques.
- ✚ Le rendement faible que procurent les intrants verts comparativement aux rendements issus de la production avec les intrants chimiques.

3. LE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

L'objectif poursuivi est de donner une crédibilité institutionnelle par le développement de nouveaux partenariats et l'amélioration de la qualité de la gestion administrative et financière.

3.1. Développement de partenariat

Sur le plan national, CREDEL est reconnu comme membre du Comité National sur les changements climatiques au niveau du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable. De même, ces activités continuent au sein de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe parrainé par l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique et le Système des Nations Unies (SNU). Elle est membre fondateur de la section béninoise du Global Network of Civil Society Organisation for Disaster Reduction (GNDR) et de la Coalition pour la Recherche et le Développement Vert en Afrique –

CREDEVA (dont il assure le lead). Au cours de l'année, CREDEL est devenu de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB)

Au plan international, l'ONG CREDEL est toujours un membre actif du Réseau International Climat et Développement, de la Conférence des Organisations internationales Non gouvernementales de la Francophonie (COING). A cet titre, l'organisation a bénéficié d'une formation sur le plaidoyer et la communication d'influence dans les locaux de COORDINATION SUD en France.

Après l'accréditation de CREDEL en tant membre de Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction en 2018, CREDEL a organisé au cours de l'année 2019, l'atelier de création du réseau national GNDR au Bénin.

Fort de ses activités dans le domaine des changements climatiques, CREDEL a été sollicité pour participer à Douala au Cameroun à la création du Réseau Africa Carbone Changements Climatiques dont les activités sont principalement axées sur l'article 6 de l'Accord base de Paris.

1. Audit des comptes de gestion de l'exercice 2019 :

L'audit financier et comptable a été réalisé le cabinet Global Entreprises du Bénin (GEB) SARL. Les comptes globaux et spéciaux de l'exercice 2019 ont été certifiés sans réserve.

4. PERSPECTIVES

En 2020 un nouveau chapitre débutera pour CREDEL. Conscients des difficultés rencontrées au cours de l'année 2019 par rapport à l'exécution des différentes activités au sein de la structure et des projets en cours, le Directeur Exécutif et les membres du conseil d'administration mettront en place un processus de renforcement des capacités afin de booster le bon fonctionnement de la structure et son évolution.

En 2020. Un nouveau souffle sera donné afin de capitaliser et valoriser les expériences de développement en vue de dynamiser les échanges et de rapprocher les acteurs. Un chargé de communication a été recruté pour assurer la visibilité des activités de l'organisation.

En ce qui concerne les projets en exécution, un suivi rigoureux sera fait afin de maximiser les résultats.

Nous sommes heureux de pouvoir compter sur l'engagement et la détermination de chaque membre du personnel de CREDEL de mettre tout en œuvre pour favoriser la promotion des initiatives de développement intégré et durable des communautés surtout des couches sociales vulnérables. Cette dynamique sera suivie et supervisée par le Directeur Exécutif de CREDEL.

Les partenaires et les accompagnateurs continueront d'offrir à CREDEL et à tout son personnel, l'accompagnement nécessaire dans l'atteinte de ses objectifs.

La formation du personnel demeure un élément important à CREDEL. Encore cette année le personnel enrichira sa pratique en participant à des formations et colloques

CONCLUSION

Tout au long de l'année 2019, CREDEL a exécuté plusieurs activités au plan national et international, mais également sur le terrain au sein des populations lors de l'exécution des différents projets. Une grande avancée se note de manière globale aux vues des résultats obtenus en fonction des différentes activités menées. Cependant, il lui reste des défis à relever en considération de la vision de l'organisation. L'implication de tous les membres de CREDEL à divers niveaux et l'appui des partenaires financiers est nécessaire pour parvenir à cette fin.